17/09/2012

Nations Unies

Conseil de sécurité
CS/10766

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
6835e séance – matin

INQUIET POUR LA VIABILITÉ D'UNE SOLUTION À DEUX ÉTATS, ISRAËL ET LA PALESTINE, M. SERRY INVITE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE À RÉÉVALUER SON RÔLE

Le Coordonnateur pour le processus de paix au Moyen-Orient exhorte les bailleurs de fonds à aider l'Autorité palestinienne à faire face à ses « graves » difficultés budgétaires

« L'insuffisance de progrès dans le domaine politique et la persistance du conflit et de l'occupation mettent à risque la viabilité même de la solution à deux États », a prévenu ce matin, M. Robert Serry, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, dans le cadre de l'examen mensuel, par le Conseil de sécurité, de la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne.

Face à la « situation très grave à laquelle fait face l'Autorité palestinienne », le Coordonnateur spécial de l'ONU a exhorté les bailleurs de fonds, notamment ceux de la région, à aider l'Autorité à faire face à ses difficultés budgétaires. Il a salué l'annonce faite le 11 septembre par le Premier Ministre israélien Netanyahu, du transfert à l'Autorité palestinienne, d'une avance de 225 millions de shekels de taxes collectées pour les Palestiniens.

Alors qu'une nouvelle date butoir arrêtée par le Quatuor sera atteinte d'ici à la fin de l'année, M. Serry a estimé que, face à la fragilité de la situation et aux difficultés, il était temps que la communauté internationale réévalue sérieusement son rôle dans la résolution du conflit. Il a dit que le Secrétaire général espérait que le Quatuor, en consultation avec les parties, sera en mesure de dessiner une nouvelle voie politique. Il a prévenu que les deux parties souffriront des conséquences d'un échec, « si nous devions nous éloigner encore de la solution à deux États et de la paix régionale, telle qu'envisagée par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'initiative de paix arabe ». Alors que le 13 septembre a marqué le dix-neuvième anniversaire de l'Accord d'Oslo, le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, a dit son intention de faire évoluer, par le biais de l'Assemblée générale, la demande d'adhésion de la Palestine auprès des Nations Unies.

« Dans une région instable, la vision d'une solution à deux États et les réalisations de l'Autorité palestinienne sont des éléments de stabilité et de progrès qui ne doivent pas être perdus, mais maintenus et mis en œuvre sans délais », a insisté M. Serry. Pour ce faire, a-t-il ajouté, il faut un appui sans faille de la communauté internationale à l'Autorité palestinienne et des efforts collectifs intensifiés pour régler les difficultés fiscales qui se posent à elles et préserver les acquis institutionnels. Il a insisté qu'Israël a une responsabilité et un intérêt particuliers à assurer la viabilité de l'Autorité palestinienne et qu'il était maintenant important pour les parties d'engager des mesures positives, de faire preuve de retenue, et de s'abstenir de toute provocation de nature à aggraver une situation déjà délicate.

Au-delà de l'impasse politique, M. Serry a souligné le risque lié aux crises économiques et financières qui affectent l'Autorité palestinienne en rappelant que, depuis le 4 septembre, des milliers de Palestiniens sont descendus dans la rue en Cisjordanie pour manifester contre la hausse

de la TVA, l'augmentation du prix de l'essence et des matières premières et le report du paiement des salaires des fonctionnaires pour le mois d'août.

Alors que le Gouvernement israélien a annoncé la confiscation de terres près de Naplouse, les Nations Unies rappellent que la construction de colonies de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, qu'il s'agisse de terrain privé ou non, est contraire au droit international.

Par ailleurs, Robert Serry a cité 35 incidents impliquant des violences de colons à l'encontre de Palestiniens, alors qu'un chauffeur palestinien a tué un gardien de sécurité israélien suite à un différend routier près de la barrière et de la colonie d'Oranit. Alors que 50 tirs de projectiles - roquettes et mortiers- ont été observés sur Israël en provenance de Gaza , les Forces de sécurité israéliennes ont mené 247 opérations en Cisjordanie occupée, qui se sont traduites par 186 arrestations et 110 blessés, la plupart durant des manifestations, y compris celles contre le mur de séparation qui dévie de la ligne verte, en contradiction avec l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice (CIJ).

Il a indiqué que la Commission centrale des élections palestiniennes continue de préparer les élections prévues en Cisjordanie le 20 octobre. Il a rappelé que les dernières élections se sont tenues en 2005 et que certains conseils municipaux n'ont pas été renouvelés depuis les années 1970.

Par ailleurs, il a cité la publication le 27 août 2012 d'un rapport intitulé « Gaza 2020 » qui met en évidence les difficultés qui se posent concernant la satisfaction des besoins en eau potable, en électricité, en soins de santé et en matière d'éducation d'une population de Gaza qui atteindra 2,1 millions d'habitants en 2020.

Rappelant que l'unité politique palestinienne est indispensable à l'avènement d'une solution à deux États, M. Serry a regretté les obstacles à la réconciliation palestinienne. Alors que le Président Abbas juge que la tenue d'élections générales est la clef de la réconciliation, le Hamas considère qu'aucune élection ne devrait être tenue avant la réconciliation. Dans ce contexte, M. Serry a salué les efforts de facilitation égyptiens pour ramener les factions palestiniennes à la table des négociations.

En ce qui concerne la situation dans la région, M. Serry s'est inquiété des conséquences de la militarisation dangereuse du conflit syrien. Alors que toutes les villes syriennes sont maintenant touchées par des opérations militaires, M. Serry a indiqué que le mois d'août a connu le niveau le plus élevé de pertes, et que 2,5 millions de personnes, dont des réfugiés palestiniens et iraquiens, ont besoin d'assistance et de protection en Syrie. Il a indiqué que la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) a, depuis le 18 juillet, protesté contre les opérations menées par les forces syriennes dans la zone de séparation en contradiction avec l'accord de désengagement. En réaction, les forces israéliennes ont commencé, il y a trois semaines, à renforcer la barrière technique, y compris par le biais d'un système d'alerte avancée, le long de la ligne de désengagement israélo-syrienne.

Par ailleurs, le Coordonnateur spécial de l'ONU pour le processus de paix au Moyen-Orient a appelé à une vigilance accrue de la communauté internationale sur les conséquences de la crise syrienne sur la frontière nord du Liban, alors que des tirs en provenance de la Syrie ont provoqué sept incidents au Liban depuis le 22 août. Il a cité l'importance de la prochaine session du Dialogue national libanais en se félicitant que toutes les communautés libanaises aient salué l'arrivée, au Liban, du pape Benoît XVI, qui a encouragé une atmosphère de calme et de tolérance durant sa visite du 14 au 16 septembre.

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel